

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Dans ce numéro,
4 pages «Spécial-Renault»

Page 3 : Pour gagner

Pages 4 et 5 : Un coup de tonnerre
plein de promesses

Page 6 : Vie d'O.S. à Cléon

Appel d'un syndicaliste argentin

«aux camarades de Renault-France»

**Tous à la fête de la
rencontre français-immigrés**

Les 10 et 11 juin à partir de 14H

Centre culturel de Chelles

Place des martyrs de Chateaubriant

Organisée par le Comité de coordination des foyers
Sonacotra, le comité des locataires de la cité Logi-
rep des Coudreaux, le centre socio-éducatif LPS, le
centre l'action culturelle de Chelles.

Editorial

Côté face :
les mesures sociales

Et côté pile ?

Le gouvernement Giscard-Barre fait grand bruit autour d'un nouveau train de mesures présentées comme sociales. C'est tout juste si à ce sujet, Giscard et ses ministres ne se posent pas en bienfaiteurs vis-à-vis des travailleurs. Barre n'a-t-il pas insisté à plusieurs reprises sur son désir d'assurer « la justice sociale ».

Certaines de ces mesures concernent les familles des travailleurs et plus particulièrement les femmes (congés-maternité, etc). Bien sûr, c'est toujours ça de pris, mais ça n'améliorera guère leur situation face au chômage croissant et à la diminution du pouvoir d'achat.

Une autre mesure dont le gouvernement se montre également très fier, c'est le « nouveau pacte pour l'emploi » à l'égard des jeunes. Bien sûr, les jeunes seront bien souvent obligés de se contenter de ces emplois temporaires et sous-payés, mais ils vont être plusieurs centaines de milliers de plus à chercher du travail au début de l'été.

Ces mesures qualifiées de sociales ne vont donc améliorer en rien la situation d'ensemble que subissent les travailleurs. Et de cette situation, qui dont en est responsable ?

N'est-ce pas Barre si désireux de justice sociale qui a décidé de faire grimper encore plus les profits des patrons et les prix pour les ouvriers en décrétant la « liberté des prix » industriels. N'est-ce pas son gouvernement qui impulse les mesures de reconstruction qui vont mettre sur le pavé des milliers d'ouvriers, parfois dans une région entière comme les Vosges ?

Si le gouvernement Giscard-Barre cherche tant à se donner une façade libérale et lâche quelques miettes, n'est-ce pas pour essayer de détourner l'attention de l'oppression qu'il exerce et cherche à renforcer sur la classe ouvrière et les autres travailleurs.

Mais c'est raté Giscard, car à Renault, concertation et compagnie, ça ne marche plus. Les travailleurs de Renault ont compris qu'il fallait se mettre à lutter si on voulait gagner. Et en les voyant faire, en les voyant continuer dans l'épreuve de force malgré les flics envoyés sur Flins, bien des ouvriers l'ont compris avec eux:

Jean NESTOR

Renault LES OUVRIERS NE PLIENT PAS !



VOIR ARTICLES PAGES 3-4-5-6

Giscard en Corse

Des mesures, mais pour qui ?

Hier, Giscard a annoncé une série de mesures destinées, selon lui, à favoriser le développement économique de l'île.

Parmi ces mesures, on peut relever : la construction d'un hôpital de 400 lits à Bastia, le versement d'un complément de prime d'arrachage de 7 000 F par hectare aux viticulteurs, des mesures favorisant l'installation des familles de jeunes agriculteurs, un plan de développement de l'artisanat, la création d'emplois dans le secteur tertiaire, l'amélioration du réseau routier, alignement des tarifs ferroviaires et aériens sur ceux du continent et augmentation de la fréquence des liaisons par air et par mer avec le reste du pays.

Ces mesures ne règlent rien. Sans entrer dans le détail, disons qu'elles constituent un saupoudrage de crédits permettant quelques améliorations très ponctuelles sans conséquence. Le chômage et le sous-développement de l'île resteront chroniques, la dépopulation continuera. Certaines mesures sont même un cadeau aux plus riches comme cette augmentation de la prime à l'arrachage de la vigne qui profitera essentiellement aux plus gros viticulteurs. Du droit à l'autodétermination du peuple Corse il n'en est évidemment pas question. Ce droit est précisément la cible du pouvoir et c'est lui qui est de loin le plus important pour le peuple Corse.

Article par Alain Castan

UN PARTI POUR VAINCRE

Pour vaincre, il faut s'unir. Unir la classe ouvrière, unir autour d'elle les petits paysans et les autres couches populaires.

Pour se battre, pour s'unir, pour vaincre, il faut un état-major. Pour se battre, il faut une armée, mais aucune armée au monde n'a jamais pu gagner une bataille, remporter une guerre, sans un état-major qui analyse les forces et les faiblesses de l'ennemi, la disposition de ses troupes, choisit le lieu et le moment de l'attaque, dispose ses propres rangs, coordonne et dirige. Sans cet état-major, une armée devient une troupe désordonnée, impuissante et sans perspective. Aller au combat sans état-major, c'est aller à la défaite.

Dans les batailles de la lutte des classes, dans la guerre de classe que se livrent le prolétariat et la bourgeoisie, cet état-major c'est le parti communiste.

Lui seul, à condition qu'il sache unir la théorie marxiste-léniniste à la pratique concrète de la révolution dans son propre pays, peut unir en un même combat les luttes dispersées, celles des ouvriers et des petits paysans, des ouvriers et des autres couches populaires.

(Suite page 7)

Informations générales

Quand un patron passe au tribunal

L'ancien PDG des cartonneries Leleu, Monsieur Roger Leleu avait été condamné le jeudi 1er juin à un an de prison ferme par le tribunal de grande instance de Béthune. Il était poursuivi pour entraves au fonctionnement du comité d'entreprise, aux fonctions de délégués du personnel et à l'exercice du droit syndical. Le PDG ayant fait appel, la cour d'appel de Douai a ordonné mercredi « l'élargissement » du PDG.

L'origine de cette affaire remonte à janvier 1977. L'usine étant occupée, la police intervenait après une décision du tribunal des référés de Béthune, et évacuait l'usine. La grève avec occupation avait été décidée à la suite du licenciement de plusieurs ouvriers, dont deux délégués syndicaux. Le tribunal avait ensuite ordonné la réintégration des délégués syndicaux. La direction refusant de les réembaucher malgré la décision de la cour d'appel. La CGT décida d'enga-

ger une action judiciaire contre le PDG.

La condamnation du 1er juin à un an de prison ferme avait été considérée comme une victoire pour les ouvriers de la cartonnerie. Par contre Ceyrac, le patron des patrons avait déclaré à propos de cette condamnation « certains ont repris le chemin de la guerre ». A la sortie du tribunal le fils du PDG qui assurait sa défense (il est avocat) et qui va le remplacer à la tête de l'entreprise a fait des déclarations hostiles au tribunal de Béthune, autour de la condamnation.

Ce tribunal avait condamné déjà un autre PDG nommé Chapron par l'intermédiaire du juge De Charrette pour la mort d'un ouvrier dans une usine de Chapron. Le fils du PDG Leleu avait été, déjà à l'époque, le défenseur de Chapron.

Un nouveau jugement de Leleu sera prononcé dans deux ou trois mois.

Alcool et fausse monnaie

Les mains dans le... SAC

Trafic d'alcool et fausse monnaie. Voilà de quoi entre autres, deux personnalités alimentent leur vie. Ces deux gaullistes du Havre sont des proches de l'ancien secrétaire d'État à l'Industrie, au Commerce et à l'Artisanat, Antoine Ruffenach.

A la suite d'un vol d'une importante quantité d'alcool sur le port de Rouen, les policiers mettaient la main sur le patron du SAC (Service d'action civique) au triste renom, un nommé Ernest Auger, alors qu'il transportait 53 caisses de champagne volées dans une camionnette. D'autre part, une tournée de routine dans

une boîte de nuit havraise, « Le Pianistic » permettait à la police de découvrir 200 fausses coupures de 500 F. Le propriétaire de l'établissement, un nommé Malyquevique, est lui aussi membre du SAC. Lui et Auger sont parmi les protecteurs habituels des personnalités en visite au Havre.

Aux dernières nouvelles, Malyquevique qui était prétendument en fuite aurait été vu dans des bars de Rouen ces derniers jours. Après avoir été obligé de lâcher quelques renseignements, la police actuellement se tait, bloquant toute information.



Le monde en marche

Ingérences et agressions soviétiques en Afrique

Pourquoi le Zaïre ?

UNE SITUATION FAVORABLE A L'AGRESSION SOVIETO-CUBAINE

Dans notre édition précédente, nous avons expliqué l'enjeu important que constitue le Zaïre dans la stratégie de l'URSS, enjeu tant stratégique qu'économique. Jugeant le moment favorable, l'URSS a envoyé ses mercenaires « libérateurs ».

Le Zaïre connaît une grave crise économique qui secoue le pays depuis 1974. A l'origine de cette crise, la chute brutale des cours du cuivre. Rappelons que 85% des recettes d'exportation du pays proviennent de cette production minière.

Or, entre 1974 et 1975, le prix de la tonne de cuivre a chuté de 1300 livres-sterling à 400 (!), alors que le prix des produits importés restaient inchangés.

Un grave déficit s'ensuit.

De surcroît, le contexte politique dans la région allait aggraver les choses. Du fait de la guerre d'Angola, le réseau ferroviaire de la région fut détruit et de plus, l'Angola fermait ses portes : le port de Lebito n'était plus accessible. Dans le même temps, les marchandises qui circulaient entre le Shaba et le port de Beira au Mozambique ne pouvaient plus passer à la suite de la fermeture des frontières en-

tre le Mozambique et la Rhodésie. Les difficultés de communications rendaient difficile et très coûteux l'acheminement des produits exportés et importés.

La situation ne s'est guère améliorée par la suite. En 1976, le taux d'inflation était de 86,2% (il était de 15,8% en 1973) et actuellement, il tourne autour de 100%.

Les revenus par habitant n'ont cessé de baisser. Le chômage est considérable dans les grandes villes où la population ne cesse de s'accroître. Les mesures prises récemment par le gouvernement zaïrois dans le but

d'une plus grande indépendance vis-à-vis de l'impérialisme n'ont pu encore faire ressentir les effets attendus. Parmi ces mesures, la priorité est accordée à l'agriculture. Il s'agit là d'une tâche de grande envergure qui ne peut s'accomplir rapidement. Le peuple zaïrois est toujours sous le coup d'une grave crise dont il est le premier à faire les frais.

Le discrédit du régime de Mobutu a continué de s'accroître dans le pays. Le mécontentement populaire s'est concrétisé par des grèves dans le secteur public notamment, à la fin de 1977.

LES MERCENAIRES KATANGAIS ONT UNE LONGUE HISTOIRE DERRIERE EUX

Les mercenaires katangais ont une longue histoire. Pour la suivre, il suffit de regarder d'un peu plus près les actions menées par les impérialismes dans cette région : on les retrouve toujours.

La richesse du sous-sol zaïrois a été très tôt mise en valeur. Dès 1885, des grandes compagnies coloniales belges s'y sont installées. L'exploitation, l'oppression étaient féroces dans ces mines, comme dans tout le pays d'ailleurs. Des révoltes se sont produites jusqu'en 1956, date à laquelle de grandes luttes pour l'indépendance ont démarré. Celle-ci intervient en 1960 avec la victoire des nationalistes, dirigés par Lumumba.

Aussitôt l'Union minière, qui exploite les mines du Shaba, réagit car elle voit ses intérêts menacés. Elle fomenta une sécession du Katanga (ancien nom de la province du Shaba) en organisant un bataillon de mercenaires, les fameux gendarmes katangais, avec à leur tête le sinistre Tschombé.

En 1961, Lumumba est assassiné. Le pays est dans le chaos total. Trois ans plus tard, un comité national, suivant la trace de Lumumba, proclame la moitié nord du pays République populaire. Tschombé, à la tête de ses mercenaires, écrase par une violente répression le nouveau gouvernement. Sa victoire fut de courte durée.

En octobre 1964, Mobutu prend le pouvoir.

Les mercenaires quittent alors le Zaïre et se réfugient en Angola où ils se mettent à la solde de l'impérialisme portugais pour combattre les mouvements de libération nationale.

Pendant la guerre civile entre les trois mouvements angolais, les mercenaires s'engagent au service d'un nouveau maître : l'URSS. Pendant tout ce temps, les mercenaires continuent leur recrutement au Zaïre.

Des jeunes au chômage suivent les recruteurs en Angola. Les Cubains sont là pour entraîner les troupes à

leur future tâche : l'intervention au Zaïre.

En mars 1977, c'est la première offensive ; elle se solde par un échec. Ils repartent avec de nouvelles recrues, jeunes enrôlés de force ou fuyant la misère qui touche les plus pauvres. Ils sont entraînés en vue d'une nouvelle attaque, plus élaborée cette fois. 4000 mercenaires se sont ainsi infiltrés peu à peu dans la province du Shaba.

Voilà l'histoire de ces sécessionnistes qui, même si une bonne partie des troupes s'est renouvelée depuis le début de leur action, ont toujours eu un dénominateur commun : celui d'être des mercenaires.

Ils se présentent comme



Les mercenaires à l'action.

les sauveurs qui viennent au secours du peuple zaïrois contre le régime de Mobutu avec un langage pseudo-révolutionnaire.

Mais le peuple zaïrois n'a pas besoin de cette « aide », derrière laquelle se cache le social-impérialisme russe. C'est le peuple qui, par ses luttes, a amené Mobutu à des mesures allant à l'encontre de l'impérialisme et c'est lui qui jettera définitivement de-

hors les impérialistes.

De toute manière, une chose est claire et il ne faut jamais l'oublier : ce pourquoi agissent les mercenaires, c'est d'éliminer effectivement l'influence des pays impérialistes occidentaux dans le but de mettre le pays sous la coupe de l'URSS.

Cela n'a rien à voir avec l'indépendance totale à laquelle aspire le peuple zaïrois.

Elections en Colombie

68% d'abstentions

68% d'abstentions lors des élections présidentielles du dernier 4 juin en Colombie, c'est la preuve manifeste que le peuple colombien dans son immense majorité ne voit pas dans les urnes l'issue de son combat.

Les élections ont été précédées de nombreuses luttes populaires. Depuis la grève générale de septembre 1977, qui paralysa le pays et obligea le gouvernement à décréter une hausse des salaires de 30%, après que la répression ait fait 33 morts et des centaines de blessés, les luttes n'ont cessé de s'étendre et de se durcir. Malgré le décret adopté à la fin de l'année qui punit de 30 à 180 jours d'emprisonnement « quiconque dirige, fomenta ou stimule de quelque façon que ce soit l'arrêt total ou partiel, continu ou échelonné des activités normales du travail », les ouvriers du pétrole, des cimenteries, des laiteries, etc. et également les enseignants et les étudiants ont mené des grèves d'une durée allant

jusqu'à 190 jours.

C'est que la situation des masses populaires n'a cessé de se dégrader. En 1976, l'inflation a été de 25% et en 1977, de plus de 50%. Les salaires connaissent une baisse continue.

CORRUPTION ET SCANDALES

Par ailleurs, la « démocratie » colombienne se caractérise par l'immoralité la plus totale. Le président de la Chambre des représentants, Alberto Santofimio, libéral, est actuellement emprisonné pour avoir fabriqué plus de 500 faux contrats de travail. Il pouvait ainsi percevoir les salaires de ces travailleurs fantômes.

Il s'est dit victime d'une « persécution politique » et

sera libéré sous peu. Le président du Sénat, le ministre des Travaux publics, le chef de la police politique ont également été accusés de concussion et malversation. Les dirigeants du Parti libéral sont par ailleurs étroitement liés au milieu des trafiquants de drogues et d'émeraudes. Enfin, lors des élections, les différents partis ont ouvertement recouru à l'achat des voix.

Malgré cela, le Parti révisionniste colombien se présentait aux élections au sein de l'Union nationale d'opposition qu'il dirige et a joué le jeu de la « démocratie ». Il avait obtenu 2,6% des voix lors des élections législatives de février dernier.

Le candidat élu, le libéral Julio Cesar Turbay, a obtenu 1,5 millions de voix sur les 12,5 millions d'électeurs inscrits. Voilà qui lui donne le droit de représenter le peuple colombien... selon la règle du jeu de la « démocratie » colombienne.

BIMENSUEL 3 F

LES MERCENAIRES CONTRE L'AFRIQUE

- La véritable situation au Zaïre
- L'offensive russo-cubaine
- Le double jeu de Giscard

L'HUMANITE ROUGE BIMENSUEL No 32 EST PARUE

L'Humanité Rouge

•spécial Renault•

RENAULT

Lutter, s'unir, s'organiser pour gagner



Aujourd'hui, aux avant-postes de la lutte contre la classe capitaliste se trouvent les ouvriers du trust Renault.

Augmentation des cadences avec la mise en route de la production des R18, par exemple, nouvelles méthodes d'exploitation « rationalisées », brimades, répression accentuée, pouvoir d'achat en forte baisse (ce sont les prix qui augmentent) : cela suffit !

Les promesses d'un changement par l'union électorale de quelques partis, l'illusion d'en finir avec les maux du capitalisme par une autre façon de gérer le capitalisme, cela suffit !

Aujourd'hui, ceux de Renault et bien d'autres avec eux sont debout, debout car ils luttent, debout dans le chemin retrouvé de la lutte pour gagner !

Aujourd'hui, les ouvriers de Renault sont aux avant-postes dans un vaste affrontement de classe dont l'enjeu est bien sûr une somme de revendications immédiates, mais bien plus encore faire échec à la politique

des monopoles pour faire endosser la crise aux travailleurs, cette politique de tous les monopoles face à leurs concurrents : être plus compétitifs et pour cela augmenter les cadences, diminuer les salaires, etc.

Cette politique dont le visage aujourd'hui est la concertation et l'« ouverture sociale », chères à Giscard et Barre, cautionnées en chœur par Maire, Séguéy et Bergeon.

Cette politique sur laquelle Giscard-Barre et Ceyrac comptaient bien pour passer au moins l'été « tranquille » avec un train de mesures antiouvrières et antipopulaires rarement vu, cette politique en a pris un vieux coup !

Il faut voir ceux de Cléon, le matin au petit jour, après leur nuit blanche d'occupation, passée aussi à réfléchir, à dégager des leçons pour les luttes de l'avenir. Il faut les voir calmes et sereins, confiants dans la force de leur classe pour la victoire, sinon aujourd'hui, du moins demain, pour peu qu'on

s'engage sur la bonne voie, qu'on se donne les outils qu'il faut : tout le contraire des « excités » décrits par « France-Soir », tout le contraire de l'imagerie simpliste du gauchiste abondamment répandue depuis 1968 par la presse de droite comme par celle des partis de gauche.

Il faut voir ceux de Flins, Français et immigrés, hommes et femmes, jeunes et moins jeunes, unis dans ce puissant cortège parcourant l'immense usine ! Ah, nous sommes loin des promenades si souvent renouvelées des journées pour « l'union, l'action et le Programme commun » !

Travailleurs de tous les pays ! Regardez la lutte des ouvriers de Renault ! Elle est aussi la vôtre ! Soutenez-la par vos propres luttes, par des débrayages, des délégations, des messages pour qu'elle soit un coup d'arrêt au sinistre plan Barre 3, pour qu'elle soit le chemin ouvert de l'unité reconstruite, sur des bases de classe, de toute la classe ouvrière contre la classe capitaliste, pour qu'elle soit une victoire de toute la classe ouvrière !

Jacques DUROC

UN COUP DE TONNERRE PLEIN DE PROMESSES

Il y a les travailleurs qui soutiennent chaleureusement. Il y a les patrons et leurs sous-ordres qui vomissent leur haine des ouvriers en lutte.

Il y a le gouvernement qui envoie ses flics et quelques syndicalistes marrons qui rêvent de casser la grève.

Au total, peu de gens restent indifférents à la lutte qui fut déclenchée par les OS des presses de Flins et les jeunes de Cléon. C'est elle qui fait la une de bien des journaux et fournit la matière de nombreux commentaires politiques.

Incontestablement, la lutte en cours à la Régie Renault a sensiblement modifié la situation politique dans notre pays, un peu plus de deux mois après les élections. Et elle l'a modifiée dans un sens favorable à la classe ouvrière et à tous les travailleurs.

LA HAINE...

La lutte chez Renault, c'est le pavé dans la mare de la concertation. Et les réactions de la bourgeoisie capitaliste sont bien significatives. D'abord la haine et la hargne. Pour « France-soir », les grévistes de Cléon sont « une poignée de jeunes énergumènes qui veulent mettre la pagaille, ils y réussissent. Ils sont très durs. Leur détermination est absolue. Ils n'hésiteraient pas à tuer, j'en suis sûr. Ils sont du style « bande à Baader ». Ils veulent tout casser : ils n'ont qu'un seul objectif : obtenir la fermeture de l'usine. »

Quant à Giraud, ministre de l'Economie, il ne craint pas de faire passer le blanc pour le noir en déclarant à propos des grévistes des presses à Flins : « Leur droit, ne doit pas être assuré par des méthodes qui n'ont rien à voir avec les revendications syndicales. On ne peut pas travailler dans une usine où la force règne. »

Mais la grève chez Renault ne suscite pas seulement une hostilité haineuse. Elle provoque aussi l'inquiétude. La « majorité » elle-même s'en trouve divisée. « Il n'y a qu'une seule façon de s'en sortir, c'est la négociation » écrivait mardi la « Lettre de la nation », organe du RPR.

Cette position rejoint celle de nombreux éditorialistes qui s'avouent très préoccupés par la tournure que prennent les événements. En effet, ce qu'ils appellent le conflit Renault pourrait être le signe avant-coureur « d'un développement rapide de l'action revendicative » qui pourrait « se produire dès l'automne. Ce serait alors le saut dans l'inconnu ». Car tous les effets du plan Barre désastreux pour les travailleurs ne vont aller qu'en s'amplifiant. (« Figaro »).

UN REVELATEUR

La mâle assurance des lendemains d'élections s'est bel et bien envolée des rangs de la majorité.

Du côté des directions confédérales des syndicats, Renault joue le rôle d'un révélateur. La lutte en cours a mis crûment en lumière quelle ligne syndicale réelle se cachait derrière le flou des grandes formules. Le test est brutal.

La position de Bergeron n'a pas créé la surprise, il s'agit simplement d'une confirmation indécente de sa ligne ouverte de collaboration de classe. Le chef de FO s'inquiète pour Barre dont la politique est rejetée et combattue par les travailleurs. « C'est la raison pour laquelle j'ai l'intention, de la (Barre) mettre en garde contre un comportement qui

Aux lendemains des élections, le Bureau confédéral de la CFDT avait décrété que les travailleurs étaient démoralisés pour longtemps par une défaite électorale (qui n'était pas la leur) en conséquence de quoi il n'y avait plus qu'à aller mendier auprès du patronat.

Ensuite, ils restèrent singulièrement impassibles devant le déferlement de mesures antiouvrières.

Maintenant que la lutte chez Renault a rendu manifeste la volonté de riposte des travailleurs, la direction CFDT fait tout ce qu'elle

Une telle ligne est rejetée de manière indignée par la grande masse des syndiqués de cette centrale. Ainsi, à Cléon l'un deux nous disait : « Si on avait pu faire un vote à l'assemblée de syndiqués, ça aurait été différent. La grande majorité du syndicat est contre cette position, c'est l'UD et la fédé qui l'ont imposée au mépris de toute démocratie. »

TACTIQUE

L'attitude de la direction CGT est différente, beaucoup plus prudente. Ainsi à Cléon ceux des dirigeants qui s'étaient opposés au déclenchement de la grève emploient aujourd'hui un langage presque dur. Il y a une semaine, les travailleurs les avaient descendus de la tribune sans ménagement témoignant ainsi de la confiance qu'ils portaient à ces quasi-permanents fanatiques du Programme commun. Quand les grévistes de Cléon fermaient les grilles de l'usine, c'est un de ces responsables CGT qui passait derrière eux pour les rouvrir !

Il ne suffit pas de se déclarer partisan de la lutte, il ne suffit pas de mettre en œuvre une combativité qui passe outre les interdits des directions confédérales, il faut s'organiser sur une telle ligne si on veut la faire triompher.

Quand Séguéy déclare haut et fort « ce que les travailleurs n'ont pu obtenir par les urnes, ils l'obtiendront par la lutte », il fait bien sûr écho à son collègue du Bureau politique Marchais qui disait dimanche : « L'avenir n'est pas bloqué, il dépend de vous, de vos luttes ». Il s'agit de la nouvelle tactique du PCF, confronté à l'absence de proposition politique dans le cadre de sa stratégie inchangée d'Union de la gauche, confrontée à un courant de désillusions qui s'est vite transformé, chez les travailleurs, en défiance politique.

Certes, les déclarations combatives d'aujourd'hui sont loin d'être en accord avec la pratique. Dans la conduite de la grève, ils font preuve d'une grande inertie. Sans doute, cette attitude n'est pas exempte d'arrière-pensées tactiques visant à profiter de la trahison ouverte des dirigeants CFDT pour rattraper une partie de l'influence perdue. On se rappelle la baisse constante enregistrée par la CGT à l'occasion des élections professionnelles ; reste que pour l'essentiel, l'attitude de la CGT est le reflet de la volonté de lutte des travailleurs.

POUR GAGNER

Car si la grève chez Renault a mis en évidence de

façon claire que les grands discours sur les « négociations-à-tout-prix » correspondaient dans les faits à la trahison des luttes, elle a mis en lumière d'une façon éclatante la volonté de lutte résolue dans l'unité qui anime la masse des travailleurs qu'ils soient syndiqués à la CGT ou à la CFDT ou non-syndiqués. Deux orientations, deux voies bien distinctes qui s'affrontent à l'intérieur aussi bien de la CFDT que de la CGT.

Pour que cette voie de la lutte résolve contre le gouvernement Giscard-Barre et le patronat fasse son chemin dans la classe ouvrière et dans le mouvement syndical, pour qu'elle gagne en force et s'impose contre la trahison et la collaboration de classe, il faut s'organiser. C'est une des leçons qu'on peut tirer dès maintenant de la grève de Cléon.

Le lundi 29, la maîtrise musclée tentait de briser la lutte fermement maintenue des presses, sans succès. Certains outils étaient démenagés pour déarrer la production à Sandouville. Les OS des presses sont en grève totale. Les débrayages de deux heures rassemblent de 70 % à 90 % des grévistes.

C'est le seul moyen pour parvenir à développer plus largement l'unité à la base de tous les travailleurs à Cléon, à Flins, et ailleurs. En effet, tant qu'on laisse les saboteurs qui n'ont que la démobilisation à la bouche, tenir le haut du pavé dans les meetings et les assemblées générales, cela ne pourra entraîner que l'éclatement et la division. Si on laisse les rivalités de chapelle syndicale occuper le devant de la scène, on s'interdit de développer solidement l'unité syndiqués CGT-CFDT et non-syndiqués.

De la même façon, il est indispensable de prendre l'initiative de la popularisation, d'envoyer des délégations d'une entreprise à l'autre et d'autres initiatives concrètes pour l'information notamment, qui sont le premier pas de l'indispensable coordination des luttes. Si l'on objecte que c'est le rôle des directions syndicales, force est de constater, qu'elles ne le font absolument pas, pour ne pas dire plus... S'en tenir là, c'est les laisser faire, même en les condamnant, c'est encore une fois laisser triompher l'isolement, le morcellement des luttes, la division. Or, il nous faut gagner ! Organisons-nous !

Pierre MARCEAU



Mercredi 31 mai, jeudi 1er juin et vendredi 2, les débrayages se succèdent dans toute l'usine de Flins.

Solidaires des grévistes des presses, les travailleurs entrent en mouvement sur les revendications de l'ensemble des ateliers 3 000 F minimum, 300 F pour tous, 5e semaine, etc.

Ces débrayages, qui s'étendent en durée sont également de plus en plus suivis. C'est alors qu'intervient le

lock-out. A partir du week-end, l'usine est fermée. Seuls restent dans l'usine les OS des grandes presses... et la maîtrise qui, dès le lundi matin, occupe les portes de l'usine. A l'instigation de la direction, un certain nombre de cadres multiples les provocations. Chaque fois repoussés avec fermeté par les grévistes, toutes les tentatives de remise en route des presses seront des échecs. C'est la justice qui intervient au

secours de la Régie. L'évacuation n'est pas prononcée mais la direction pourra appeler les flics si les grévistes poursuivent leurs « entraves ».

A l'aube du mardi, les ambassadeurs casqués et armés du très social Premier ministre sont là jusqu'au jeudi matin. Ils camperont dans l'usine silencieuse. Mais la lutte continue et la reprise annoncée par la direction pour le jeudi matin se traduit par la poursuite de la

Ça bouge chez Renault

Billancourt

« S'il arrive à Cléon ce qui s'est passé à Flins, ça bougera ! »

Eux aussi...

Berliet

Chez Berliet, à Venissieux, filiale de Renault-véhicules industriels : 300 caristes sont en grève depuis quatre jours pour la suppression du « mouchard »

- La Lainière à Cambrai.

Alors que la grève était dans son onzième jour, à la Lainière de Cambrai, les forces de police sont intervenues pour « évacuer » les piquets de grève. Cette intervention policière fait suite à un jugement du tribunal des référés de Cambrai, ordonnant l'expulsion.

Vendredi matin, une manifestation a eu lieu devant l'usine pour protester contre l'intervention policière. Ainsi que le font remarquer les syndicats, « les pouvoirs publics et la police exécutent rapidement les décisions de justice quand elles sont favorables aux patrons, mais on n'a jamais vu les CRS imposer la réintégration ordonnée par la justice. »

Les ouvrières et les ouvriers de la Lainière revendiquent une prime mensuelle de 300 F, une prime de transport et la cinquième semaine de congés.

Dieppe

Ça continue ! On occupe ! Les Alpines comme la R-18 sont en panne...

Sandouville

Les débrayages de huit heures et les manifestations se succèdent. La production n'est plus assurée qu'à environ 20 %. Jeudi, les ouvriers de Sandouville manifestaient très nombreux au Havre. Vendredi ça continue.

Douai

Les OS des presses sont en grève totale. Les débrayages de deux heures rassemblent de 70 % à 90 % des grévistes.

Le Mans

Là aussi, on a débrayé en solidarité. Mais les syndicats se tirent dans les pattes et ne mobilisent pas !

• Cléon occupé



Avec ses 8 000 salariés, Cléon n'est pas la plus grosse usine Renault. Mais elle a des traditions : c'est l'une des premières à avoir été occupée en 1968, la première même.

Ici, on a vite pensé à aller plus loin que des débrayages. On a vite pensé à l'occupation pour bloquer totalement la production dans une période favorable puisque c'est celui du lancement d'un nouveau modèle qui, de plus, a du succès.

Ce ne fut pas facile. Il y a, ici, des travailleurs qui n'oublieront pas l'attitude de quelques responsables syndicaux pour

l'empêcher. Cela valut d'ailleurs à ces derniers d'être plus que fermement bouculés (un responsable CGT a été éjecté de la tribune d'où il voulait parler) ou hués : ce fut le cas d'un responsable CFDT qui parlait de lutte minoritaire à Cléon, ajoutant ainsi sa voix à celles de « France Soir » et du « Figaro ».

Volée dès le 26 mai, elle est à nouveau décidée au cours d'un meeting qui rassembla plus de 3 000 travailleurs, le jeudi 1er juin, et est effective aussitôt.

Aujourd'hui, l'interven-

tion de la police n'a pas encore eu lieu. Cela dépend du rapport de force au niveau de l'ensemble de Renault et plus globalement du rapport de force à l'échelle du pays. Les usines s'épaulent l'une l'autre, le renforcement de leur coordination, de la solidarité est à l'ordre du jour.

A Cléon, les occupants, sereins et calmes, envisagent l'avenir avec confiance, fort des leçons d'une expérience qui permettra demain de mieux s'orienter, s'unir sur de bonnes bases. C'est vrai pour eux. C'est vrai pour tous les travailleurs.

Pour toute correspondance avec le journal téléphonez au 205 51 10 ou écrivez à l'Humanité rouge - BP 61 75861 PARIS Cédex 18

POUR RECEVOIR GRATUITEMENT LES QUATRE PROCHAINS NUMÉROS DE NOTRE ÉDITION BIMENSUELLE ÉCRIVEZ A NOTRE BOITE POSTALE

Demande de contact

Contre le gouvernement Giscard-Barre, Pour sortir de l'impasse des partis de gauche Lutter dans l'unité. S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste.

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom Prénom Adresse Profession

Indiquez de façon précise le lieu de votre travail (ville, arrondissement, quartier).

Vie d'OS à Cléon

Cléon, il faut déjà du temps pour aller au travail. Le personnel est recruté dans un rayon de 80 km. Ce qui fait, par exemple, qu'un ouvrier qui habite Rouen (cas de nombreux immigrés logés en foyer) et embauche à 7 h 30 (équipe normale) est obligé de prendre le car à 6 h 15 à la gare routière.

C'est aussi le pointage à l'entrée des ateliers. Normal, diront certains, mais cela fait encore du temps à courir pour la Régie, car l'usine est très vaste.

LA COURSE AU RENDEMENT

C'est encore le problème du temps sur les chaînes d'assemblage. Pour les patrons, le temps c'est de l'argent et il est sévèrement compté : au centième même pour être précis.

Le système est tellement étudié que la Régie n'a maintenant plus besoin de chronomètreur quand elle cherche à supprimer un poste. L'évaluation peut être faite à l'œil nu.

La Régie a tout prévu, même dix minutes de pan-

ne sur une telle chaîne.

Les OS sont, bien sûr, les plus touchés par cette course au rendement. Mais signalons qu'ils ne sont pas les seules victimes ; même les professionnels sont visés par cette politique.

Auparavant, ils étaient seulement contrôlés par la maîtrise. Ils sont désormais surveillés au niveau le plus élevé par informatique, avec le système des cartes MOP. Le but de cette informatisation est, bien entendu, d'accroître le rendement et de réduire les effectifs.

Pour manger aussi, il faut faire vite.

40 minutes en équipe, 50 minutes en journée pour les repas, alors que le simple trajet au restaurant d'entreprise, vu la dimension de l'usine, prend déjà pas mal de temps.

LE TRAVAIL D'OS

Un simple exemple : depuis 12 ans, un ouvrier algérien est au même poste sur la même chaîne. Depuis 12 ans, il serre deux vis de 10 et deux vis de 12, il met les rondelles « Growor » sur les freins.

Les salaires : il y a une dizaine d'années, les ouvriers de la Régie étaient assez bien payés par rapport à d'autres usines dans la région rouennaise. Ce n'est plus le cas : ainsi, par exemple, les ouvriers de Sopalin et de Van Leer sont maintenant mieux payés.

A Cléon, un OS2 que nous avons questionné gagnait 2 600 F par mois après 8 ans de boîte ! On comprend pourquoi les demandes d'acomptes sont si fréquentes !

L'USURE

« On parle de jeunes, mais ici, au bout de 4 ou 5 ans de boulot, on n'est plus jeune ». L'ouvrier de Cléon qui parle ainsi connaît le résultat du rendement, de « l'organisation scientifique du travail », s'ajoutant au travail posté : fatigue nerveuse, vieillissement précoce. Ce sont, par exemple, ces deux ouvriers qui, la cinquantaine passée, n'avaient jamais pris de congés de maladie. Ils sont morts, un week-end, peu avant la grève.

Pour les plus anciens,



Pendant l'occupation à Cléon.

ce bon patron « social et nationalisé » fait un petit effort : après 50 ans, certains passent des chaînes à la préparation où c'est moins dur... mais aussi moins payé ! Et il s'agit de certains parce que de toute façon, il n'y a pas de place pour tous. Et quand ils sont en arrêt-

maladie, les ouvriers ne quittent pas l'ambiance du boulot : en effet, sur simple demande de la maîtrise, les vigiles de l'usine, ceux-là même chargés de la surveillance, peuvent aller vérifier si l'ouvrier en maladie est bien chez lui !

LE MÉPRIS

Un ouvrier est mort en février, écrasé par un chariot-élévateur. Un agent de maîtrise a marqué le coup : « Il aurait pu fouetter les pieds ailleurs » a-t-il gueulé. Voilà ce qu'est un ouvrier pour la machine à exploiter qui s'appelle Renault.

Autre cas : un ouvrier de la nuit est trouvé mort au petit matin dans les WC. On l'évacue rapidement, sans arrêter les chaînes, bien sûr : pas de temps perdu !

Encore un exemple, ve-

nant de haut celui-là : au début des négociations, avant le déclenchement du conflit, la direction de la Régie avait fait une proposition, une seule : une prime mensuelle de 4 F (4 F, soit 48 F par an) pour ceux qui sont présents 230 jours dans l'année !

Luttes aujourd'hui, luttes demain : il y en a eu et il y en aura d'autres à Renault, car son image sociale, l'aureole que lui ont fabriquées ceux qui, il y a peu, faisaient de la nationalisation la solution aux problèmes des travailleurs : tout cela cache, en fait, un des bagnes capitalistes les plus vastes et les plus organisés pour l'exploitation la plus dure et la plus intense des ouvriers.

Ces quelques aspects de la vie à Cléon en sont un témoignage.

Appel d'un syndicaliste de Renault-Argentine en exil

«Aux camarades de Renault-France»

En Argentine, le monopole Renault profite des énormes bénéfices que permet l'application du programme économique de Martinez de Hoz (1) sur les dos de notre peuple.

Renault-Argentine fabrique des R 12, R 4, R 6, mais... les ouvriers reçoivent un salaire moyen de 400 F par mois alors que le niveau de qualité est le même qu'en France.

Les travailleurs de Renault-Argentine ont fait grève le 24 mars 1976 contre le coup d'État qui s'était produit le jour-même, car ils savaient que Videla et les généraux étaient au pouvoir pour faire exactement ce qu'ils sont en train de faire

aujourd'hui.

Après la grève, la direction a renvoyé 200 ouvriers. Elle pensait que de cette façon, elle allait nous liquider.

Trois mois plus tard, une nouvelle grève commençait, la direction a renvoyé 500 ouvriers et elle pensait, une fois de plus, quelle allait nous liquider.

Quatre mois plus tard, le 3e corps d'armée situé à Cordoba (ville où sont installés les bâtiments de Renault-Argentine) a demandé les nouvelles adresses de tous les camarades. Cela a provoqué le départ de l'entreprise de plus de 2 000 camarades (sur 8 000 anciens) qui ont craint d'être séquestrés et assassinés dans leurs maisons.

Cette fois, la dictature et le patronat se frottèrent les mains. Les ouvriers de Renault, les « Cordobazos » (1) et le syndicat combatif des mécaniciens de Cordoba pensèrent eux aussi, qu'ils étaient liquidés.

Mais, pour le malheur de la dictature et pour la fortune de la classe ouvrière argentine, ce ne fut pas ainsi. Quatre mois plus tard, une nouvelle grève éclatait à Renault, et en octobre 1977 les ouvriers ont occupé l'usine pendant plusieurs heures.

Voilà, chers camarades, de Renault-France, notre situation et notre lutte : notre situation d'exploités et de réprimés par un groupe monopoliste et par la dictature, notre lutte pour abattre la dictature comme n'en a jamais connu le peuple argentin.

Les conditions de la classe ouvrière en Argentine sont très difficiles. Mais nous sommes sûrs de la victoire finale. Il y aura toujours plus de « Cordobazos » en Argentine et viendra le jour où les ouvriers argentins et français se retrouveront et pourront donner un exemple de fraternité internationaliste et révolutionnaire.

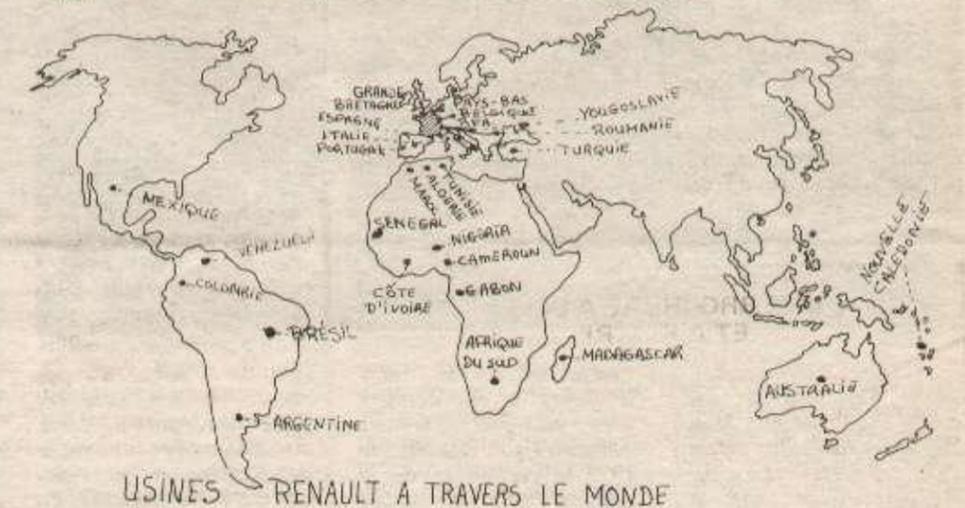
Nous les appelons à soutenir notre lutte, à dénoncer la politique de la dictature et du patronat de Renault. Votre lutte est notre lutte. Notre victoire est votre victoire. Le présent est

lutte, le lendemain sera nôtre.

Un syndicaliste de Renault-Argentine exilé en France.

Notes : (1) Martinez de Hoz est l'actuel ministre de l'Économie en Argentine.

Renault Régie nationale, trust international



USINES RENAULT A TRAVERS LE MONDE

La direction de la Régie Renault se vante que cette entreprise soit la première entreprise française pour l'exportation. Si Renault est si compétitive, n'est-ce pas parce que ses ouvriers, Français comme immigrés, sont honteusement pressurés, toute entreprise nationalisée qu'elle est ?

Mais Renault a un très grand appétit de profit et la main d'œuvre exploitée en France, même pressurée,

ne suffit pas à lui caler l'estomac.

C'est pourquoi le trust international Renault est allé installer ses usines en Argentine, au Brésil, en Afrique, en Afrique du Sud. La main d'œuvre y est moins chère, les méthodes employées pour mater les ouvriers plus expéditives... et ça c'est bon à prendre pour Renault. En même temps, comme ça se passe au loin, ça ne porte pas

ombrage à son image de marque d'entreprise nationalisée.

Grâce à cela, Renault, monopole appartenant à l'État capitaliste français, rivalise à l'aise avec bien des monopoles privés. C'est l'un des monopoles de pointe de l'impérialisme français. Ouvriers de France, d'Argentine et d'ailleurs, unissez-vous contre le monopole d'État Renault !

Solidarité avec les ouvriers de Renault

Mardi, près de 70 000 ouvriers ont débrayé dans toute la France pour soutenir leurs camarades en lutte à Cléon, Flins, etc. Dans la région de Cléon, la solidarité s'est particulièrement développée. Tandis que les grévistes recevaient des messages de soutien des agences de Marseille, Besançon, etc., l'agence de Rouen débrayait en signe de solidarité. Le syndicat des retraités de Cléon a également envoyé un message disant : « Vous continuez le combat que nous avons toujours mené ».

C'est cela la voie à suivre pour soutenir les ouvriers de Renault : envoyez des messages de soutien, des délégations ; engagez là où vous le pouvez des débrayages de solidarité.



Les buts du voyage de Giscard

Une Corse «débarrassée des médiocres aventures»

Outre les buts économiques de pillage, dont nous avons parlé dans notre édition précédente, le voyage de Giscard en Corse a des buts politiques. La lettre des députés corses demandant que le gouvernement assure la «sécurité» dans l'île, a été suivie d'une vague de répression : arrestations, tribunaux, perquisitions, contrôles policiers et gardes à vue. Les buts politiques du voyage de Giscard sont de briser le mouvement national corse. Rien ne permet de dire qu'il y est parvenu. Bien au contraire.

On ne peut, au fond, en aucun cas briser un mouvement de révolte populaire. Bien sûr, les coups de la répression peuvent affaiblir une organisation temporaire, mais ils ne peuvent pas faire taire un peuple.

Les emprisonnements, les tribunaux, les CRS n'ont pas réussi à réduire au silence les patriotes corses, qu'ils soient autonomistes ou indépendantistes. Au contraire, depuis 1960, le mouvement corse ne fait que s'amplifier.

En 1964, les frères Siméoni créent le Centre d'étude et de défense des intérêts de la Corse, puis le 3 septembre 1967 l'Action régionaliste corse. A cette époque, les militants corses ne réclament plus seulement une réforme régionale mais l'autonomie de la Corse par rapport à la France.

En 1973, l'ARC devient l'Action pour la renaissance de la Corse. Les actions se succèdent et deviennent de plus en plus violentes : manifestations, plastiquages, lutte contre les boues rouges. L'entrée dans le mouvement de petits paysans ruinés par l'intrusion de l'agriculture capitaliste entraîne une radicalisation.

L'ANNÉE 1976

L'année 1976 marquera un tournant dans l'histoire du mouvement national corse. Le 1er septembre, l'opération «île morte» paralyse par une grève générale l'acti-

vité de toute l'île. La même année voit la condamnation d'Edmond Siméoni par la Cour de Sécurité de l'État, celle de Serge Cacciari accusé d'avoir tué un CRS dans la nuit du 27 au 28 août 1975 à Bastia, l'occupation et la destruction par Max Siméoni et d'autres militants d'une nouvelle cave à Aléria (après celle de 1975) et l'explosion d'un boeing d'Air France à Ajaccio.

C'est cette même année encore que l'ARC devient l'APC : Association des patriotes corses. Et qu'au mois de mai apparaît le Front de libération nationale de la Corse (FLNC).

La naissance du FLNC marque un pas de plus dans l'évolution du mouvement corse : on ne parle plus seulement d'autonomie, mais d'indépendance. La différence est que l'autonomie se ferait encore d'une certaine manière dans un cadre commun avec la France, l'indépendance non.

Le FLNC se donne aussi les moyens de mener la lutte armée de libération, clandestine mais de façon liée aux masses. En 1977, il publie une brochure clandestine : «A liberta o a morte» (la liberté ou la mort).

Toutefois, au-delà de ce qui peut les séparer, les deux composantes du mouvement corse se retrouvent de plus en plus en accord sur un point fondamental : l'existence d'une nation et



Bien connus du peuple corse, les militants du FLNC ne se masquent que pour échapper à la répression.

d'un peuple corses et le droit pour ce peuple de décider de son sort, le droit à l'autodétermination.

« LES MÉDIOCRES AVENTURES »

En annonçant en août 1977 son intention de se rendre en Corse, Giscard avait déclaré qu'il se rendrait dans l'île «le moment venu, pour examiner avec les élus, les hommes et les femmes de Corse, la solution de leurs difficultés, dans un climat débarrassé des médiocres aventures et conforme à la fière dignité corse».

Les «médiocres aventures» sont à ses yeux l'activité des patriotes corses. Malgré la vague de répression qui a précédé sa visite et qui a frappé pour la première fois avec cette vigueur le FLNC, l'île n'est pas débarrassée de ces «médiocres aventures». Les militants autonomistes ont affirmé leur soutien aux militants indépendantistes arrêtés et Giscard a été accueilli par la légion étrangère mais aussi par une salve d'honneur des patriotes corses : attentats en série à Bastia mardi soir.

Contre le gouvernement Giscard-Barre
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité,
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste



UN PARTI POUR VAINCRE

(Suite de la page une)

Lui seul, grâce à sa participation à la lutte des classes, peut avoir une vue d'ensemble des forces en présence, définir la stratégie de la révolution, la tactique et les mots d'ordre du moment : ceux qui unissent, ceux qui sont efficaces, ceux qui conduisent à la victoire.

Sans un parti communiste, les masses populaires ne peuvent avoir de perspectives, elles luttent certes, mais en ordre dispersé ; elles peuvent remporter quelques succès temporaires, ici ou là, mais sans lendemain, puis rapidement connaissent à nouveau la défaite et la répression. Que le parti adopte une ligne juste et c'est, tôt ou tard, la victoire ; qu'il adopte au contraire une ligne erronée, et c'est l'échec, la dispersion, l'impasse.

Mais qui constitue cet état-major qui doit avoir sans cesse la confiance des masses populaires ? Ce sont les meilleurs fils de la classe ouvrière, les ouvriers les plus avancés, les éléments les plus révolutionnaires des autres couches populaires, ceux qui ont compris qu'il fallait s'unir, s'organiser, sortir de la lutte spontanée, dispersée, passer de la simple lutte économique pour mieux vendre sa force de travail à la lutte politique pour changer la société, ne plus se contenter de succès temporaires aussitôt remis en question, mais obtenir une victoire décisive en liquidant complètement et totalement l'ennemi.

Autrefois, la classe ouvrière française possédait un tel parti. C'était le Parti communiste français. Certes, en raison des conditions objectives de l'époque, et probablement de certaines erreurs, il ne conduisit pas les masses populaires à la victoire définitive contre le capitalisme ; mais il la mena à des combats de classe importants et à des succès non-négligeables et à ce titre gagna la confiance de la classe ouvrière d'une part et la haine de la bourgeoisie d'autre part qui s'efforça à maintes reprises de le détruire.

Les mérites passés du PCF, nous sommes les premiers à les souligner, à nous en inspirer encore. C'est le PCF qui arracha en grande partie la classe ouvrière à l'influence réformiste du Parti socialiste, c'est le PCF qui mena toute une série de batailles internationalistes, de la guerre de Rif à celle de Corée.

C'est encore le PCF qui, avant alors à sa tête le cheminot Pierre Sémard, adopta la ligne «classe contre classe» destinée à unir la classe ouvrière contre son ennemi mortel la bourgeoisie, qui prit l'initiative de barrer la route au fascisme en préconisant le Front unique de la classe ouvrière et le Front populaire ; c'est lui, enfin, chacun le sait, qui fut le fer de lance de la Résistance et qui à ce titre, mérita le nom glorieux de «Parti des 70 000 fusillés».

Mais depuis, la classe ouvrière a perdu son parti. Sous la houlette de Maurice Thorez hier, de Marchais aujourd'hui, le PCF s'est transformé, a abandonné la lutte pour la destruction du système capitaliste, a préconisé l'impossible «passage pacifique au socialisme» et fondé toute sa stratégie sur l'union au sommet avec les dirigeants socialistes qui encore une fois vient de conduire à l'impasse.

«Il faut un nouveau parti communiste», voilà ce qu'il y a quatorze ans se disaient déjà une poignée de militants du PCF qui allaient bientôt fonder le Parti communiste marxiste-léniniste de France. Depuis, à travers mille difficultés, à travers les erreurs, ils ont entrepris d'édifier leur parti, de le lier toujours à la classe ouvrière et à la paysannerie laborieuse.

Mais jamais en quatorze ans, ils n'ont perdu confiance dans la classe ouvrière et dans les militants du PCF. Ils savaient qu'un jour viendrait où de nouveaux militants se poseraient les mêmes questions qu'ils s'étaient eux-mêmes posées. Ce jour est aujourd'hui venu pour des milliers de membres du PCF, de travailleurs qui ont engagé des discussions fraternelles avec nos militants, qui envisagent même la possibilité dans certaines grandes entreprises d'agir en commun, militants du PCF et militants du PCMLF, contre les patrons. C'est là un fait nouveau, qui naît et se développe, qui se renforcera même lorsque se réalisera enfin l'unité entre le PCMLF et le PCRml dans un parti marxiste-léniniste unique. C'est là le chemin qui conduira la classe ouvrière à refaire son unité qui lui permettra enfin de retrouver son état-major de combat, son parti communiste. Alors se développera avec une vigueur nouvelle la marche en avant vers la destruction du système capitaliste, vers le socialisme.

Alain CASTAN

UNE BROCHURE A LIRE ET A RELIRE

Aux lendemains de la première agression social-impérialiste russe contre le Zaïre, en mai 1977, des communistes marxistes-léninistes zaïrois publièrent une brochure intitulée : «Zaïre, poursuivre fermement la lutte contre le social-impérialisme russe et ses laquais».

Celle-ci reste importante aujourd'hui pour comprendre correctement les derniers éléments de la situation qui se développe au Shaba.

Au sommaire :

- La situation internationale

- Le Zaïre :

* Une tradition de résistance

* Le social-impérialisme russe, ennemi le plus dangereux de notre peuple.

* Pour un parti marxiste-léniniste du Zaïre.

Commandez-la aux Editions APN, aux librairies «Les Herbes sauvages» (Paris) ou «La Force du livre» (Lyon). L'exemplaire : 3 F.

À propos ...

Nos luttes et la stratégie du PCF

« La bataille que nous venons de vivre (les élections) nous conduit à l'idée que c'est avant tout à partir de la base et des luttes quotidiennes qu'il faut maintenant nous employer à reconstruire l'Union plus forte et plus large, le vaste mouvement populaire majoritaire nécessaire pour faire triompher le changement démocratique. Cette Union prendra les formes les plus diverses et nous la manierons avec souplesse, avec hardiesse » (Marchais dans son rapport au Comité central du PCF, le 27 avril).

Par cette idée, Marchais annonçait comment la direction du PCF allait tenter de combler le vide laissé dans sa stratégie par l'échec puis la mort du Programme commun et de l'Union de la gauche. Comment refaire l'Union de la gauche, seule perspective stratégique du PCF ? En la reconstruisant à la base et dans l'action.

Quelques semaines après, les militants du PCF ne semblaient toujours pas convaincus que c'était là la solution à tous leurs problèmes puisque Marchais devait, à la fête d'Avant-garde, revenir sur le même thème : « Tout cela (les échecs successifs de l'Union de la gauche) signifie-t-il que l'avenir est maintenant définitivement bouché ? Que la bataille pour l'Union, pour le changement démocratique est perdue ? Qu'il n'existe plus aucune perspective de battre la droite ? Certains, qui cèdent facilement à la panique l'affirment. Mais regardez ce qui se passe actuellement. De partout, de toutes les corporations, de toutes les régions, le mécontentement gagne et les luttes s'engagent avec une ampleur, une combativité, une résolution rarement atteintes ». Puis il cite les grands conflits en cours : Renault, Boussac, Terrin...

Le PCF est gêné aux entournures aujourd'hui, dans la mesure où le Programme commun est mort, ce qui lui ferme pour le moment toute perspective d'arriver au gouvernement. Aussi Marchais propose-t-il de s'appuyer sur les luttes actuelles pour se refaire une santé et revenir à cette Union de la gauche toujours recommandée.

La bataille pour refaire l'Union de la gauche avec le PS se jouerait maintenant dans les entreprises en lutte. Ce qui mène le Bureau politique du PCF à consacrer le 7 juin une réunion à la question de « l'action politique du Parti communiste à l'entreprise ». Le communiqué du Bureau politique déclare entre autres : « Les forces politiques qui soutiennent le grand capital (...) savent que leur tentative de réduire l'influence du Parti communiste pour affaiblir la classe ouvrière a été mise en échec aux élections, en premier lieu, parce qu'elle s'est heurtée à la présence et à l'activité des communistes dans les entreprises. (...) »

« Les organisations du parti, tous les militants n'en ont que plus de raisons de consacrer prioritairement leurs efforts au développement des forces du parti dans les entreprises ».

Selon le Bureau politique, cela devrait se faire de deux manières : « Soutien au développement des luttes » et « renforcement en premier lieu dans les grandes entreprises ».

Comme on le voit, un langage bien différent de celui d'avant les élections, où la rengaine était : « Attendez les élections, le principal c'est de bien voter », où l'on ne proposait comme issue réelle à chaque conflit que l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Il est encore trop tôt à l'heure actuelle pour mesurer ce que sera vraiment dans les faits cette nouvelle tactique du PCF.

D'une part, que des ouvriers, des travailleurs se retrouvent au coude à coude dans la lutte à la base ou soutiennent ces luttes ne peut être qu'une bonne chose. Que ces travailleurs soient au PCF, au PS ou ailleurs, ce qui compte, c'est l'unité de classe dans la lutte. Mais d'autre part, on ne peut pas accepter que le Comité central du PCF cherche à nouveau à mettre les luttes de la classe ouvrière au service d'une stratégie qui a fait ses preuves : celle du XXII^e congrès, celle de la voie pacifique, celle de l'électoratisme. Car c'est bien cela le fond des déclarations de Marchais.

Or, cette stratégie de l'Union de la gauche a causé bien des déceptions et des écœurement, chez de nombreux travailleurs. Elle a une fois de plus fait la preuve de sa nocivité. Alors recommencer comme après l'échec électoral de la gauche, il y a 10 ans en juin 1968, et se retrouver comme en mars 78 après l'échec électoral des législatives ? Non.

Refusons de toutes nos forces de voir nos luttes récupérées par une stratégie qui mène à l'échec. Travaillons de toutes nos forces à l'unité de la classe ouvrière dans la lutte à la base. Philippe LECLERC

• Lloyd Continental - Toulouse

Trois cars de flics contre le piquet de grève, mais ...

Les vingt employés de cette compagnie d'assurances (Voir HR No 903) se heurtent à un nouvel obstacle : la police.

Alors que le tribunal exigeait le libre-accès au local et le retrait des chaînes, la direction décidait de mobiliser les non-grévistes pour rattraper le travail en retard dans les dossiers. Elle envisageait aussi d'expédier les dossiers au siège central, à Roubaix.

Bien sûr, les grévistes se sont opposés à toute sortie

et fouillaient les non-grévistes. La direction et les jaunes décidaient alors d'appeler la police.

Trois cars devaient intervenir contre le piquet de grève. Mais la direction avait oublié une chose : la solidarité. Les grévistes de la Lloyd ayant fait appel aux travailleurs de Toulouse, c'est près d'une centaine de travailleurs de la SNIAS, de la CII, de l'EDF et d'autres assurances qui rejoignent le piquet de grève et crient leur soutien aux grévistes.

Et lorsque deux photographes se sont fait arrêter, tous ont entouré les cars de police. Face à leur détermination, les flics ont dû relâcher ceux qu'ils avaient pris.

Ce déchaînement de violence a vivement impressionné les grévistes. C'est bien la preuve que le pouvoir est notre ennemi. Contre les capitalistes qui ne peuvent supporter la moindre revendication, le piquet

était la juste riposte. Qu'elle s'étende encore plus !

Une gréviste, exprimant le sentiment de ses camarades disait ce matin : « Maintenant, plus que jamais, on est décidées à ne pas céder ! » Le soutien des travailleurs de Toulouse sera décisif pour la victoire. Seulement tout le monde n'est pas dans le coup. C'est ce que des travailleurs faisaient remarquer au piquet de grève en demandant : « Mais où est la CGT ? ».

Le textile en crise

Toutes les Vosges sont touchées

Chez Boussac, après la mise en règlement judiciaire 10 600 personnes sont concernées, alors qu'on compte déjà 10 000 chômeurs officiels dans le département.

Bien évidemment, le secteur le plus touché est le textile, comme nous avons pu vérifier par nous-mêmes. Il emploie 25 % des effectifs globaux des travailleurs.

Dans le passé, il a employé jusqu'à 50 % des personnes. Bien évidemment, c'est Boussac qui est le plus implanté avec 4 000 personnes

mais il y a aussi les héritiers Georges Perrin (H. GP) avec 1 800 personnes concentrées pour une grande part à Cornimont avec sept usines, le groupe Gilet-Thaon dont l'usine principale se trouve à Thaon (BTT) et compte 800 employés. Cette usine avait compté jusqu'à 4 000 personnes, il y a 25 ans. Il y a aussi Teunion avec 1 000 personnes.

sent sur le coin mais qui a une moindre importance dans le département : Agache-Willot (les Dalton) au Rabodeau.

Les travailleurs de toutes ces entreprises sont menacés dans leur emploi dans un délai de cinq ans. Or, ils refusent de faire les frais de la crise.

De cela, nous reparlerons dans une prochaine édition, avec notamment un reportage sur la lutte des travailleurs de l'usine Nicolas Caimant.

Jadis fortement industrialisée, la vallée de Rabodeau est aujourd'hui désertée par les industries. La vallée a perdu plus de 1 000 habitants en 20 ans et 4 000 emplois. Sur dix mariages célébrés à Senones, huit couples partent de la vallée pour aller s'établir ailleurs. Les industries qui restent sont moribondes. Et Boussac, encore fortement présent, va disparaître. En fait, la vallée du Rabodeau devient un véritable désert.

D'AUTRES LICENCIEMENTS SONT PREVUS

Autre groupe textile pré-

• Sodex-STD - Argenteuil

Occupation 24 heures sur 24

Les 120 travailleurs de la STD sont en lutte depuis le 21 avril contre le démantèlement de l'entreprise, contre les 48 licenciements et la semaine de vingt heures.

Mardi 6 juin, apprenant la fermeture totale de l'entreprise et donc leur licenciement à tous, les travailleurs décident l'occupation 24 heures sur 24.

Avant cette date, les travailleurs occupaient la nuit

pour empêcher le patron de sortir les machines et les stocks, tout en travaillant le jour. L'occupation totale est donc un nouveau pas dans la lutte.

Mais occuper une usine n'est pas chose facile, d'autant plus qu'ici, il y a une majorité de femmes. Elles sont dans la bagarre mais il y a le ménage et les enfants... Le soutien des travailleurs d'Argenteuil est donc une nécessité. Déjà,

des camarades viennent de l'extérieur pour donner un coup de main.

Le patron compte sur la fatigue accumulée et les miettes accordées pour décourager les grévistes. Ces calculs sont mauvais.

Renforçons notre soutien ! Soutien financier à adresser à : UL-CGT, 12, avenue Jean Jaurès - 95100 Argenteuil en indiquant : solidarité avec Sodex-STD.

Soutenons leur lutte en allant nombreux à la fête qu'ils organisent samedi 10 juin après-midi, 202, route de Pontoise à Argenteuil (Bal-crêpes, pizzas, cidre, etc).

LES GARAGES LORIENTAIS TOUJOURS EN GREVE.

En lutte depuis début avril, pour des augmentations de salaire, la diminution du temps de travail, le 13^e mois et une semaine supplémentaire de congés, les travailleurs ont décidé de durcir leur mouvement. Ils sont passés à la grève totale (sauf une heure par jour) et continuent les réparations gratuites, leur principale arme contre le patron.

Le soutien populaire s'organise grâce aux diffusions de tracts et aux appels à la solidarité. Enfin, un nouveau pas dans la lutte est sur le point d'être franchi : l'unité ouvriers-paysans. En effet, à la demande des délégués syndicaux, le syndicat « Paysans-Travailleurs » a donné son accord pour soutenir les grévistes. La même initiative avait déjà été prise en 1974 et avait porté ses fruits. Une rencontre avec les paysans est prévue pour le 12 juin.

DEUX JOURS DE GREVE AU « TÉLÉGRAMME DE BREST ET DE L'OUEST »

Judi 1^{er} et vendredi 2, la majorité des journalistes du « Télégramme », appuyés par les ouvriers du livre, ont fait grève pour protester contre le licenciement d'un journaliste. L'appui des ouvriers du livre a permis d'empêcher la parution du journal.

Mais samedi, le SNJ (Syndicat national des journalistes) a fait reprendre le travail sans même consulter l'assemblée générale.

Malgré l'échec provisoire, il faut souligner l'intérêt de cette grève : en effet, les grèves impulsées par les journalistes sont extrêmement rares dans ce quotidien. Et surtout, la solidarité entre journalistes et ouvriers a été prometteuse. Car jusqu'ici, les journalistes avaient tendance à se considérer un peu comme des membres d'une profession libérale, ce qui amenait un fossé entre eux et les ouvriers.